



La sainte alliance contre les peuples

Lundi 15 septembre 2014

Ce lundi, au moment où s'ouvrait à Paris une première conférence internationale pour mener la guerre contre les djihadistes de l'État Islamique (EI), l'aviation militaire française effectuait ses premiers raids sur l'Irak. Une guerre de plus s'ouvre.

L'enfer c'est toujours pour les autres

À la différence de la précédente guerre d'Irak, ou de celle d'Afghanistan qui dure depuis 13 ans, Obama promet aux Américains qu'il n'y aura pas de troupes US au sol. Les USA se réserveront le ciel, bombardements et frappes « ciblées ». Hollande vient de lui emboîter le pas. Mais l'enfer sera bel et bien au sol. Il y sera pour les populations irakiennes une fois de plus victimes de bombes, des immeubles rasés au nom de la chasse aux islamistes, en plus d'être déjà victimes de la tyrannie de ceux-ci. Oui la barbarie des bandes armées de l'EI est révoltante. Pas seulement quand elles assassinent des otages européens ou américains, mais par les crimes et exactions bien plus nombreux qu'elles opèrent contre la population. Mais cette barbarie n'est que le produit de la barbarie des guerres qu'y mènent depuis des années les grandes puissances pour conserver leur domination sur la région et son pétrole.

D'où vient l'État Islamique ?

Car d'où viennent ces troupes qui se proclament État Islamique ? Avant de venir de Syrie, ce sont les bombardements puis la répression de toutes manifestations populaires en Irak qui leur a permis de recruter parmi les jeunes Irakiens désespérés ou révoltés. Ce fut par exemple en 2004 le massacre de Fallouja, où l'armée américaine, pour mater des manifestations, avait assiégé la ville, utilisé des bombes incendiaires et des munitions à l'uranium appauvri, causant des exodes de population et des naissances d'enfants difformes. En 2012-2013, de nouvelles répressions s'abattaient sur la ville, de la part du gouvernement de Bagdad mis en place par les USA, cette fois. Quoi d'étonnant que Fallouja ait été, dès janvier 2014, la première ville occupée sans peine par les troupes de l'EI, avec l'appui des chefs tribaux locaux ?

Une grande coalition de tous les assassins

Il suffit de lire la liste des invités de la conférence de Paris pour avoir la liste des véritables responsables du chaos au Moyen-Orient. Arabie Saoudite et Qatar sont là, qui ont été les principaux financiers des troupes de l'EI en Syrie. Comme la Turquie, dirigée par l'islamiste Erdogan, qui facilitait le passage par sa frontière des combattants djihadistes et finançait certains d'entre eux. Car les uns et les autres tentent de placer leurs pions en Syrie pour l'après Assad. Sous l'œil vigilant des USA et de l'Europe qui laissent faire tant que cela permet de noyer sous les bombes la révolte sociale qui avait éclaté en Syrie en mars 2011, dans la foulée de celles de Tunisie et d'Égypte.

Présente aussi l'Égypte où l'armée continue la répression pour tenter d'en finir avec cette jeunesse qui avait manifesté sur la place Tahrir, d'interdire les grèves ouvrières qui avaient joué un si grand rôle dans la chute du dictateur Moubarak. Comme est présent le représentant du Bahreïn qui ne doit la survie de sa dictature qu'à l'écrasement de la révolte de 2011 par l'armée saoudienne.

Une guerre sans fin

La guerre de Libye de 2011 avait été menée exactement sur le modèle de celle qu'on nous promet pour l'Irak : au sol les bandes armées de chefs locaux et des troupes financées et entraînées par le Qatar, pendant que France, USA et Grande-Bretagne se chargeaient des frappes aériennes (et du guidage des opérations au sol). Il ne s'agissait pas tant de renverser Kadhafi, que d'éviter que ce soit le peuple libyen qui le renverse lui-même. Aujourd'hui on a un pays en plein chaos.

La nouvelle guerre qui débute en Irak sera un prétendu « remède » pire que le mal. Mais pour tous ces gens-là, mieux vaut le chaos que la révolte sociale de ceux qui réclament pain et liberté.

Bulletin NPA Poste 78

« Il faut les arrêter ! »

C'est le mot d'ordre des facteurs d'Aubigny, dans le Cher, en grève depuis le 16 juin contre la nouvelle organisation du travail que La Poste prétend « innovante » : tournées matin et après-midi avec une pause déjeuner, regroupement de bureaux... Toujours des méthodes pour supprimer des emplois !

La Poste prétend agir pour la santé des postiers, malgré l'avis contraire des grévistes, mais aussi de la médecine du travail, de l'inspection du travail et d'un cabinet d'expertise.

Dire que notre santé va s'améliorer avec des suppressions d'emplois et une charge de travail qui augmente, c'est se moquer de nous. Les collègues ont bien raison de ce battre contre cette hypocrisie !

Un très mauvais plan

Dans son plan stratégique 2020, la direction de La Poste vise des bénéfices sans précédent : près d'un milliard d'euros pour cette année et le double à l'avenir. Elle ne manque pas de culot de faire ces annonces alors qu'elle pleure sur la « baisse du courrier ». Son plan, c'est de supprimer le maximum d'emplois : 90 000 d'ici 2020.

Avec une bonne dose de cynisme, elle propose aux postiers de participer à cette « conquête » en proposant leurs projets.

Si on lui faisait tous voir de quel projet on se chauffe, on peut parier que ça ne lui plairait pas.

Un pacte antisocial

La Poste a essayé de négocier un accord baptisé « un avenir pour chaque postier » avec les organisations syndicales. Elle ferme de nombreux centres de distribution, de tri, des guichets, c'est-à-dire supprime des milliers d'emplois. Et elle voudrait gagner l'adhésion des représentants du personnel moyennant quelques mesures minimum ou en proposant une augmentation symbolique du complément poste.

Vu l'ampleur des attaques menées et le chantage que leur fait La Poste, la plupart des syndicats n'ont pas signé et c'est bien le minimum.

Le Medef en veut plus

Manuel Valls croyait-il avoir contenté le Medef en allant lui manger dans la main lors de son université d'été, fin août ? Pour le patronat, en tout cas, la réponse est non. Malgré les cadeaux du

gouvernement, il en demande plus. À quelques jours du discours de Valls au Parlement, le Medef a fait « fuiter » dans la presse ses nouvelles demandes : suppression de jours fériés, négociation par branches d'une baisse du Smic et d'une augmentation de la durée légale du travail, etc.

Valls dit « aimer l'entreprise ». Mais le patronat, lui, veut toujours plus de preuves d'amour...

Le malade imaginaire

Ces trois dernières années, le nombre de foyers ayant demandé un report ou un étalement de paiement d'impôts a bondi de 20 %. Cela concerne les familles en grande difficulté, prises en étau entre l'augmentation des impôts et la baisse des revenus, dans une situation où le chômage ne cesse de s'aggraver.

Difficile pour l'ex-secrétaire d'État Thomas Thévenoud d'invoquer cette situation pour expliquer qu'il ne payait pas, depuis 3 ans, impôts, factures et loyers ! Mais puisqu'il souffre de « phobie administrative »...

Un curé qui pêche par excès d'humanité

Gérard Riffard, curé à la retraite d'une église de Saint-Étienne, est poursuivi pour avoir hébergé des demandeurs d'asile sans-papiers dans la salle paroissiale. Les lois votées sous Sarkozy étant toujours en vigueur sous la gauche, le prêtre encourait une amende de 12 000 €. Il a heureusement été relaxé, le 10 septembre.

Mais le parquet a fait appel. Sans doute afin que chacun voie ce qu'il en coûte d'aider ceux qui sont dans la misère.

Ebola : les victimes sont aussi celles du capitalisme

Le nombre de morts dus au virus Ebola continue de s'accroître en Afrique de l'Ouest, région par ailleurs ravagée par les guerres civiles et la corruption. Dans un récent rapport, l'Organisation Mondiale de la Santé tire la sonnette d'alarme : elle estime qu'il faudrait débloquer 600 millions de dollars en urgence pour faire face à l'épidémie et tenter de sauver des milliers de personnes.

Mais du côté des grandes puissances occidentales, on se contente de discours et, au mieux, de quelques mesures symboliques comme l'envoi de matériel, laissant les ONG sur place se débrouiller comme elles peuvent avec la prise en charge des malades et l'aggravation de la situation.

TU L'AS LU, ÇA T'A PLU ? FAIS-LE CIRCULER...